Retraite à Bujumbura sur les "principaux défis" socio-économiques du Burundi

@rib News,Â 12/07/2017Â â€“ SourceÂ Xinhua Le MinistÃ¨re burundais des Relations ExtÃ©rieures et de la CoopÃ©ration Internationale (MRECI) a organisÃ© mercredi Ã Bujumbura avec les partenaires multilatÃ©raux, une retraite centrÃ©e sur les "principaux dÃ©fis" socio-Ã©conomiques du Burundi aujourd'hui, soit plus de deux ans aprÃ¨s l'Ã©clatement de la crise Ã©lectorale d'avril 2015. Cette retraite a rÃ©uni de hauts cadres burundais des ministÃ¨res socio-Ã©conomiques dont le ministre de l'Agriculture et de l'Elevage DÃ©o-Guide Rurema (photo), ainsi que des reprÃ©sentants des diffÃ©rentes agences onusiennes ainsi que des reprÃ©sentants de la Banque Mondiale (BM) et de la Banque Africaine de DÃ©veloppement (BAD) au Burundi.

Le ministre burundais des Relations ExtÃ©rieures et de la CoopÃ©ration Internationale, Alain-AimÃ© Nyamitwe, a dÃ©clarÃ© que ces assises offrent une bonne occasion "d'examiner les principaux dÃ©fis socio-Ã©conomiques du Burundi" et de mener des Ã©changes sur les rÃ©ponses appropriÃ©es. Il a souhaitÃ© Ã©galement que ces discussions soient "franches, empreintes de la mÃªme comprÃ©hension et de la mÃªme amitiÃ©" qui caractÃ©risent les bonnes relations liant le Burundi aux diffÃ©rents segments de la communautÃ© internationale. Le ministre a remerciÃ© Ã cette occasion les partenaires multilatÃ©raux pour leurs appuis "au moment oÃ¹ certains autres partenaires les suspendaient ou les arrÃªtaient carrÃ©ment".

La conjoncture actuelle burundaise est marquÃ©e par des dÃ©fis sur le plan macro-Ã©conomique, a poursuivi le ministre Nyamitwe en citant notamment la prestation des services de base (dont celles de l'Ã©ducation et de la santÃ©) et les capacitÃ©s de production agricoles rÃ©duites ; fragilisant par lÃ la sÃ©curitÃ© alimentaire. "MalgrÃ© les efforts significatifs du gouvernement burundais pour rÃ©tablir la situation dans ces domaines, d'importantes sÃ©quelles persistent et appellent une attention accrue des diffÃ©rentes partenaires que vous Ãªtes pour aider Ã leur rÃ©sorption", a-t-il insistÃ©. Certes, il y a beaucoup de prioritÃ©s dans le pays en ce moment, a-t-il signalÃ© avant de faire remarquer que le gouvernement burundais a dÃ» "prioriser certaines en dÃ©gageant les besoins les plus pressants", en l'occurrence les secteurs de l'agriculture, de la santÃ©, de l'Ã©ducation, les dÃ©sÃ©quilibres macro-Ã©conomiques et l'humanitaire. Ces rubriques, a-t-il recommandÃ©, fe l'objet de "la plus grande attention" au cours de cette retraite. Ainsi, a-t-il suggÃ©rÃ©, dans le secteur agricole, les rÃ©ponses aux principaux dÃ©fis que sont la productivitÃ© et l'intensification agricole, la gestion post-rÃ©colte des produits, le changement climatique, la recherche en agriculture et en Ã©levage ainsi que le repeuplement du cheptel, sont multiformes et diversifiÃ©es selon la taille des enjeux spÃ©cifiques pour chacun d'entre eux. A ses yeux, les rÃ©ponses Ã ces dÃ©fis du secteur agricole, devraient aboutir Ã l'affectation de moyens additionnels au Fonds Commun pour les Fertilisants et les Amendements (FCFA), Ã l'alimentation du Fonds Commun pour les Semences (FCS), Ã la mÃ©canisation agricole, Ã la mise en place des petites unitÃ©s de transformation et de conservation des produits agricoles et d'Ã©levage, Ã l'amÃ©nagement des marais et des bassins versants, ainsi qu'Ã la construction et Ã l'Ã©quipement des infrastructures modernes de recherche. En revanche, a poursuivi le ministre Nyamitwe, dans le domaine de la santÃ©, les rÃ©ponses aux dÃ©fis ad hoc doivent Ãªtre cohÃ©rentes avec la mise en Å“uvre avec la politique nationale de santÃ© 2016-2025, dont le fer de lance est l'enracinement dans le pays, d'une approche de soins intÃ©grÃ©e, de qualitÃ© et de proximitÃ©. De maniÃ¨re concrÃ¨te, a-t-il spÃ©cifiÃ©, les rÃ©sultats attendus de cette politique, sont le contrÃ´le du paludisme, l'Ã©limination du VIH-SID et de la tuberculose, le contrÃ´le de la mortalitÃ© maternelle, nÃ©o-natale et infanto-juvÃ©nile, le contrÃ´le des maladies non transmissibles, le renforcement et la consolidation d'un systÃ¨me d'alerte rapide de prÃ©vention des Ã©pidÃ©mies et la maÃ®trise de la croissance dÃ©mographique, notamment par l'utilisation des mÃ©thodes modernes de contraception. Dans le secteur de l'Ã©ducation, le ministre a plaidÃ© pour l'appui de la communautÃ© internationale dans la mise en Å“uvre des rÃ©formes burundaises en matiÃ¨re d'infrastructures scolaires et acadÃ©miques, de matÃ©riel didactique et pÃ©dagogique, des Ã©quipements de laboratoires et de bibliothÃ¨ques, de formation continue des formateurs ainsi que l'octroi du financement international accordÃ© dans le cadre des mÃ©canismes du Fonds Commun pour l'Education (FCE). Il a soulignÃ© que dans le secteur macro-Ã©conomique, la balance burundaise des paiements "a tellement souffert" de la suspension de certains appuis extÃ©rieurs. "Nous souhaitons que les partenaires nous accordent des appuis budgÃ©taires pour que nous puissions parvenir progressivement Ã l'Ã©quilibre de cette balance", a-t-il plaidÃ©. En matiÃ¨re de prÃ©vention des risques et de gestion des catastrophes, M. Nyamitwe a relevÃ© trois dÃ©fis prioritaires : l'allocation des fonds nÃ©cessaires pour la mise en Å“uvre du Plan de rÃ©ponse humanitaire 2017, la rÃ©intÃ©gration des sinistrÃ©s installÃ©s dans des sites de transit, ainsi q le renforcement de la capacitÃ© de coordination et de prÃ©paration aux urgences. Pour sa part, l'ambassadeur JÃ¼rg Lauber, en qualitÃ© de prÃ©sident de la Configuration Burundi de la Commission de l'ONU pour la consolidation de la Paix, a relevÃ© "l'importance de la dimension socio-Ã©conomique pour le retour du Burundi vers la paix et la prospÃ©ritÃ© durable pour son peuple". M. Lauber s'est fÃ©licitÃ© de cette rencontre entre le gouvernement burundais et ses partenaires internationaux, qui, selon lui, constitue "une Ã©tape importante d'un dialogue encouragÃ© et facilitÃ© par la Configuration", afin de donner un coup d'accÃ©lÃ©rateur aux travaux de ce processus de partenariat international sur la situation socio-Ã©conomique du Burundi. Pour lui, ce processus commencÃ© en novembre 2016 Ã GenÃ¨ve (Suisse) entre les partenaires multilatÃ©raux du Burundi, poursuivi en mars dernier Ã Bujumbura, devra se consolider pour continuer au-delÃ de cette retraite de juillet 2017.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});